

Avant-propos

Le COVID-19 a failli faire une victime collatérale : la *Conférence sur l'avenir de l'Europe*. Prévue pour démarrer le 9 mai 2020, elle n'a pu être lancée que le 9 mai 2021. Elle devait durer deux ans, elle n'en a duré qu'un, rendant ses conclusions le 9 mai 2022, jour de l'Europe.

Le *Centre de compétences Dusan Sidjanski en études européennes* a suivi de près cette tentative intéressante, mais incertaine, visant à redonner souffle et élan démocratique à une Union qui en a besoin. Il a même participé à cet effort, en la personne de son fondateur, le Prof. Dusan Sidjanski, qui a été appelé à animer un groupe de travail en ligne sur la démocratie et l'Europe politique.

Ainsi a-t-il été décidé de consacrer une journée pleine à cette initiative. Ce fut lors d'un colloque qui a eu lieu à l'Université de Genève le 30 mai 2022, soit trois semaines à peine après que la Conférence eut rendu ses conclusions. Nous avons donc travaillé "à chaud".

Autre caractéristique : nous avons voulu que le colloque réunisse exclusivement des intervenants qui avaient activement participé à la Conférence sur l'avenir de l'Europe, soit à titre de parlementaires européens, soit à titre d'experts.

Sandro Gozi, professeur invité au Centre de compétences, mais aussi député du groupe *Renew Europe*, a puissamment contribué, avec son équipe, à mobiliser ses collègues Guy Verhofstadt (*Renew Europe*), Marc Angel (Socialistes et Démocrates), Daniel Freund (Verts européens), Paulo Rangel (PPE) qui – retenu par le Congrès de son parti – s'est exprimé à distance, sans oublier la vice-Présidente de la Commission Věra Jourová, chargée des valeurs et de la transparence, qui fut l'un des trois représentants de la Commission à la Conférence. Parmi les experts, nous avons mobilisé Louis Godart, philologue et archéologue de la Grèce antique, et Bernard Reber, directeur de recherche au CNRS, qui tous deux ont également joué un rôle actif durant la Conférence. La responsabilité d'orchestrer les débats a été confiée au journaliste et écrivain Richard Werly, qui fut longtemps correspondant à Bruxelles.

Ce sont les contributions à ce colloque qui sont réunies dans le présent volume, qui est le dixième ouvrage que publie le Centre de compétences. Il a bénéficié de l'aide précieuse de Patricia van Gene Sallet et de Julia Accardo, que nous remercions vivement.

Après une double Introduction signée de la vice-Présidente Věra Jourová et du Prof. Dusan Sidjanski, chacun des intervenants développe un thème. Sandro Gozi explique tout d'abord les tenants et aboutissements de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, sa genèse, son organisation, ses objectifs et ses résultats. Paulo Rangel revient sur les principaux enjeux de l'après-Conférence. Puis Marc Angel aborde la question de la dynamique des groupes de travail au sein de la Conférence, Bernard Reber replace l'exercice dans la perspective de la démocratie dite délibérative, en comparant avec des expériences menées par Emmanuel Macron en France, Louis Godart s'attache à la question des valeurs sur lesquelles peut s'appuyer selon lui l'idée de nation européenne, Daniel Freund indique des pistes de réformes pour rendre les décisions plus efficaces et transparentes au sein de l'UE, enfin Guy Verhofstadt essaie de tirer les leçons de cette expérience pour le futur des démocraties européennes.

L'après-midi a consisté en une table-ronde durant laquelle des arguments se sont échangés entre les intervenants et avec le public qui ont permis d'approfondir certains thèmes.

La Conférence sur l'avenir de l'Europe appartient désormais au passé. En ajoutant au titre de cet ouvrage l'interrogation *et après ?*, nous avons montré notre souci de travailler du mieux possible pour préparer les étapes suivantes qui, elles, ne sont pas encore écrites.

Dr Sandro Gozi
Prof. Dusan Sidjanski
Dr François Saint-Ouen

Introductions

Je vous souhaite un débat fructueux sur l'avenir de l'Europe, sa démocratie et la manière de la défendre, sur la base de l'expérience acquise lors de la *Conférence sur l'avenir de l'Europe*. La Conférence s'inscrivait dans le cadre de notre action visant à rendre notre démocratie apte à affronter l'avenir. Cela signifie également répondre aux demandes des citoyens en faveur d'une participation accrue à l'élaboration des politiques au niveau européen.

Les citoyens demandent à avoir une voix plus active dans la démocratie, une voix qui va au-delà du vote aux élections tous les quatre ou cinq ans. Nous avons construit la Conférence sur l'*ouverture*, l'*inclusion* et la *transparence* dans le but de nous assurer que chacun a pu contribuer à cet exercice de *démocratie délibérative*.

Une démocratie plus résiliente ne se construit pas seulement en écoutant les points de vue et les opinions des citoyens sur les sujets qui les intéressent. Il s'agit également de s'engager auprès des citoyens et de leur fournir un *feedback* et des *résultats concrets*.

Je me réjouis donc que vous meniez aujourd'hui non seulement un débat académique, mais que vous vous concentriez également sur les moyens et les résultats tangibles qui suivront la Conférence.

Dans cette entreprise, je vous souhaite un grand succès.

Věra Jourová

Je pense toujours à l'Europe, car toute ma vie y a été consacrée.

Je pense aussi à une idée que nous tenons à répandre, c'est qu'il faut commencer par ce que j'appelle, à la suite du Professeur Karl Deutsch, un « noyau » : on ne peut pas faire l'Union politique à 27.

On a vu que même pour les 750 milliards qui ont été votés en juillet 2022, il a fallu une semaine de débats, de discussions et de persuasion etc., ce qui est vraiment un mauvais spectacle à donner à l'opinion européenne. La Pologne, la Hongrie, d'autres pays aussi peuvent bloquer les avancées d'autant que subsiste encore aujourd'hui la condition de l'unanimité.

Dans toutes les expériences fédéralistes qui ont réussi par le passé, on a pu constater, comme Karl Deutsch et son équipe l'ont fait¹, qu'il y avait chaque fois un « noyau » dynamique qui entraînait les autres membres.

Bien sûr, cela ne veut pas dire qu'il faille diviser l'Union en deux ou trois parties. Ce serait une erreur de parler de cercles d'intégration. Il convient en revanche d'insister sur la participation de tous et la promotion d'un groupe dynamique, politique, capable de projeter l'Europe dans l'avenir.

Et il faudra, n'en doutons pas, profiter évidemment de l'expérience précieuse de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, comme le Président Macron l'a dit lui-même dans son discours de clôture le 9 mai dans l'hémicycle du Parlement européen.

Depuis quelques décennies et en particulier depuis la crise financière de 2008, l'Europe régresse, contrairement à ce que certains veulent bien penser. On dit qu'elle est toujours dynamique, mais c'est de moins en moins le cas, notamment avec la règle de l'unanimité qui pèse à chaque fois. Le plus petit État, ou le moins engagé, est capable de dire non et de bloquer pendant des années tel ou tel projet. De plus, les initiatives citoyennes européennes, qui sont inscrites dans le Traité, sont vidées de leur contenu par la Commission qui décide si elle va les prendre en compte ou non.

À ce propos, comment ne pas rappeler un fait qui m'a toujours frappé ? Le Général de Gaulle, qui n'était pas le plus européen d'entre nous, a dit qu'il fallait un référendum européen et non pays par pays. Il faudrait réfléchir à cette idée.

Pourtant, je suis persuadé qu'une Europe politique est indispensable, comme l'a montré la guerre qui pour l'instant est limitée à l'Ukraine, mais on ne sait jamais... Dans les journaux on parle de plus en plus de la guerre : cela devient donc une chose banale, comme si ce n'était presque rien, alors que c'est très, très grave.

Je vous remercie d'avoir accepté de venir à Genève et de nous présenter vos opinions et vos convictions que nous allons reproduire dans un petit ouvrage.

Dusan Sidjanski

¹ Kark W. Deutsch et al., *Political Community and the North Atlantic Area*, Princeton University Press, 1957, 228 p.